Atelier du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Auvergne-Rhône-Alpes

Atelier Copropriétés 12 avril 2019



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Sommaire

- 1- le Plan « initiative copropriétés »
- 2- le Registre
- 3- la loi « ÉLAN »

Initiative copropriétés : accélérer la transformation et le redressement des copropriétés en difficulté



- Prendre la suite du plan triennal des copropriétés (2015-2018), avec un renouvellement des modes d'intervention
- Un mode d'intervention « à la carte »
- Un pilotage par un groupe de travail national, coordonné par l'Anah, regroupant l'ANRU, le CGET, l'USH, le réseau des EPF, la CDC et AL
- Pour la mise en œuvre et le suivi :
 - d'une stratégie opérationnelle adaptée à la diversité des situations ;
 - d'une approche territorialisée et partagée avec les collectivités ;
 - d'un co-pilotage de projet État / collectivités ;
 - des moyens financiers renforcés et adaptés.
- Annonce du plan par le Ministre le 10 octobre 2018 à Marseille
- Un plan partenarial sur 10 ans, avec 3 milliards d'euros d'investissement :





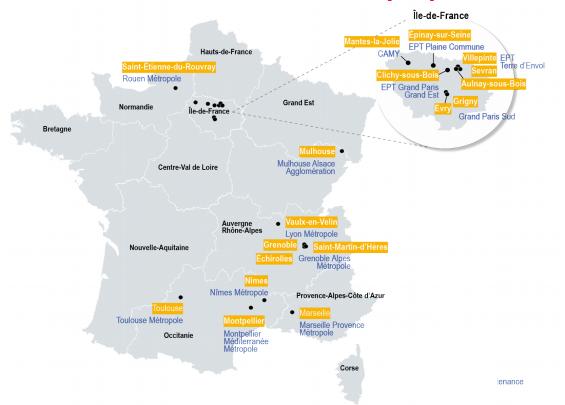








Deux niveaux de suivi des copropriétés, selon les enjeux locaux



des sites de suivi national

sur les territoires.

- > regroupant des copropriétés en plus grande difficulté
- > 14 sites *(carte ci-contre),* objets d'un suivi national avec une attention spécifique portée par le ministre ;
- des sites de suivi régional
 dont la liste est amenée à évoluer au fur et
 à mesure de l'avancée du plan et des
 différents dispositifs en cours d'élaboration





3 typologies de copropriétés

Axe 1

Copropriétés en extrême difficulté : des quartiers à transformer, des copropriétés à recycler volume estimé : une centaine de copropriétés

Axe 2

Des copropriétés en difficulté à sauvegarder et à redresser volume estimé : 600 copropriétés

Axe 3

Des copropriétés fragiles à accompagner

Un pilotage renforcé du plan par l'Anah et l'État local

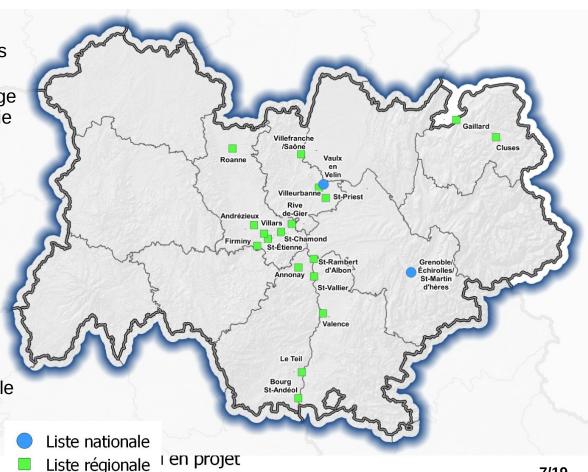


un suivi national piloté par l'Anah	
	Le suivi des 14 sites nationaux à très forts enjeux en habitat privé La mobilisation des autres ministères nécessaires (Intérieur, Santé, Justice) Un reporting mensuel au Ministre
un suivi régional	
	Une animation à une bonne échelle territoriale L'articulation avec la programmation budgétaire annuelle et pluriannuelle Le suivi des sites régionaux Un reporting trimestriel
un pilotage local	
	La mise en place des concertations avec les collectivités locales concernées Le développement des partenariats locaux, en lien étroits avec les collectivités



Le Plan initiative copropriétés en région Auvergne-Rhône-Alpes

- Les sites de niveau national
 - 2 sites
 - Vaulx-en-Velin / Cervelières-Sauveteurs
 - Polarité Sud : Grenoble Echirolles Saint-Martin d'Hères / Villeneuve -Village Olympique – Essart -Surieux - Renaudie
 - 43 copropriétés
 - 4 057 logements
- Sites de niveau régional : liste consolidée pour 2019
 - 17 communes concernées
 - plus de **100 copropriétés**
 - **Environ 4600 logements**
- 6 départements concernés
- Auvergne-Rhône-Alpes représente environ :
 - 1/5 du nombre de logements concernés par le plan à l'échelle nationale
 - 1/4 des copropriétés listées dans le plan





Le Plan initiative copropriétés en région Auvergne-Rhône-Alpes

Un comité de pilotage régional

- 2 fois par an (1^{er} le 23/01/19)
- Validation liste des sites pour l'année → une liste qui a vocation à évoluer au fur et à mesure des actions réalisées et des repérages
- Coordination des parties prenantes de niveau régional

Des comités de pilotage locaux, sous la présidence des préfets

- Suivi des projets locaux
- Concertation entre les acteurs locaux

Ateliers du CRHH « copropriétés » à destination des porteurs de projets et de leurs partenaires

- 3 ateliers prévus en 2019 (2 à Lyon, 1 à Clermont-Ferrand)
- Suite des ateliers ORHL
- Capitalisation, partage d'expérience



Le Plan initiative copropriétés Actualités

Instruction du 26 mars 2019

- Synthèse des mesures applicables à compter du 1^{er} janvier 2019
- Des fiches opérationnelles
 - Aide au redressement de la gestion
 - Aide à la gestion urbaine de proximité (GUP) du parc privé
 - Majoration de l'aide au syndicat des copropriétaires
- « Foire aux questions » 21 mars 2019
 - Aide à la compréhension des nouvelles mesures
- Publication de l'ANAH : « Des dispositifs pour accompagner les interventions locales
 - Fiches récapitulatives et recueils d'expériences





2018 T1

2018 T2

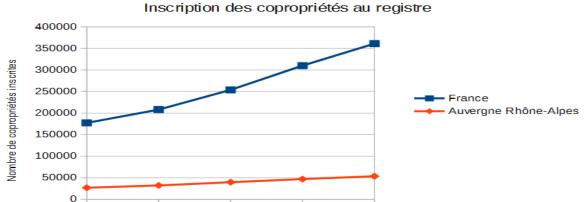
2018 T3

Le Registre

Le registre national des copropriétés : un outil à utiliser pour repérer

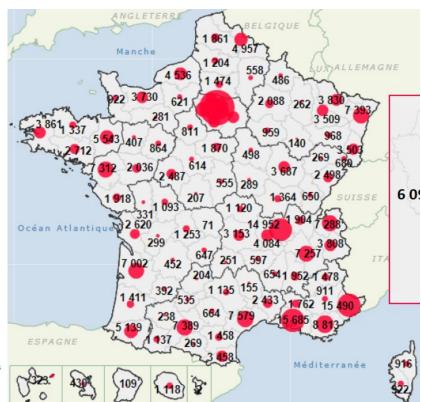
Au 31/12/2018, inscription théorique de toutes les copropriétés : dans les faits un nombre important de copropriétés non inscrites

- Au 30/03/2019, 361 138 immatriculées en France dont 53 620 pour notre région, sur un total estimé(*) à 83 000, soit 64 %.
- une fiabilisation des données à prévoir
 (*) estimation fichier Anah/Dgaln 2013



2018 T4

2019 T1



Répartition géographique des copropriétés immatriculées (au 31/12/2018)

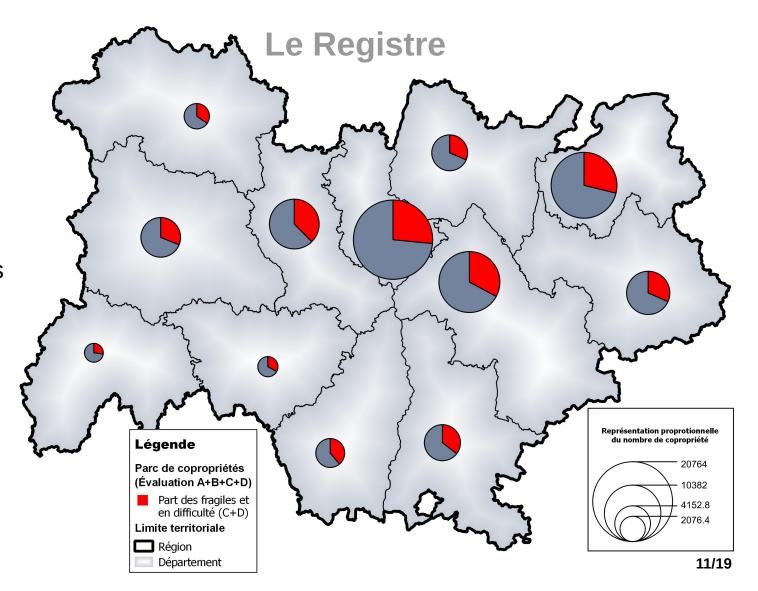


L'importance de l'inscription dans tous les départements :

le potentiel de copropriétés fragiles et en difficulté est présent partout : de 26,5 % dans le Rhône à 39 % en Ardèche

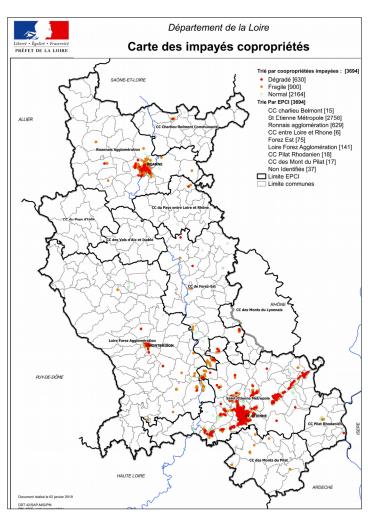
Part des copropriétés potentiellement fragiles ou en difficulté

sources : statistiques issues de l'outil d'aide au repérage des copropriétés fragiles ANAH / DGALN 2013



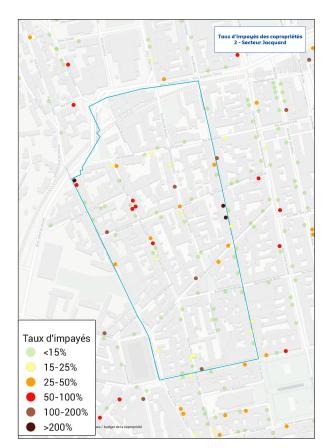


Le Registre



Un outil de repérage : le registre national des copropriétés

Exemples d'exploitations des données actuelles du registre à différentes échelles (DDT 42)





LOI n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique

Titre IV : AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

Chapitre ler: Revitalisation des centres-villes (Art. 157 à 174)

Chapitre II: Rénovation énergétique (Art. 175 à 184)

Chapitre III: Lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil (Art. 185 à 200)

Chapitre IV : Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation

(Art. 201)

Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

Chapitre VI: Numérisation du secteur du logement (Art. 217 et 218)

Chapitre VII : Simplifier le déploiement des réseaux de communications électroniques à très haute capacité

Chapitre VIII : Diffusion par voie hertzienne de données horaires du temps légal français

Chapitre IX : Dispositions spécifiques à la Corse



Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

La loi ELAN modifie certaines règles applicables aux copropriétés et habilite le Gouvernement à prendre 2 ordonnances

La loi du 10 juillet 1965 est largement impactée : 7 articles sont totalement réécrits ou ajoutés (art 1-1, 6-2 à 6-4, 17-1 A, 37-1 et 42)

Certaines de ces mesures ouvrent de nouveaux droits aux copropriétaires, comme la possibilité de voter par correspondance ou de participer à l'AG par visioconférence. D'autres mettent en conformité la loi de 1965 avec la pratique ou opèrent un toilettage rédactionnel



Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

Art. 202 facilite et améliore le traitement des copropriétés dégradées

- modifications législatives notamment concernant la carence et les ORCOD
- soutien financier de l'ANAH (CCH : L 321-1) confirmé pour des actions de prévention et de traitement des copropriétés fragiles ou en difficulté ; soutien facilité pour les copropriétés en état de carence
- deux dispositions pour faciliter le relogement rapide des occupants :
- relogement dans le parc social (CCH : L.441-1)
- pouvoir de désignation pour le relogement dans les ORCOD de droit commun (ORCOD-IN auparavant)
- •Allègement des critères pour la mise en place d'ORCOD-IN : PDS non nécessaire (CCH : L.741-2)
- •Prise de possession accélérée des logements dans les ORCOD-IN (CPE : L.522-2)
- •Modification de la procédure de carence (CCH : L.615-6)
- •Complément à la définition des opérations de restauration immobilières (CU : L.313-4)



Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

Art. 203 : Pénalités de retard en cas de non-transmission de pièces au conseil syndical

→ application immédiate mais nécessite la publication du **décret*** précisant son montant minimal

* envisagé mai 2019

Art. 204: Précisions sur l'affectation du fonds travaux

Art. 205 : Accès en ligne dématérialisé aux documents de la copropriété

→ **décret*** à prendre pour définir une liste minimale des documents mis à disposition pour les copropriétaires, pour les membres du CS

* envisagé avril 2019

Art. 206 : Précise la consistance du lot de copropriété

→ tous les règlements de copropriété devront être conformes au nouvel article 1^{er} issu de la loi ELAN au 23/11/2021

Art.207 : Application du régime de copropriété aux nouvelles copropriétés et inapplicabilité automatique du régime de la copropriété aux immeubles simplement immatriculés au RNC

- renforcement de la protection des droits accessoires
- définition des parties communes spéciales et des parties à jouissance privative

Art. 210 Modification du mécanisme de l'exigibilité anticipée en cas d'impayés d'une somme à la copropriété

Art. 208 et 209 Élargissement de la présomption de parties communes et de droits accessoires



Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

- **Art. 211 Assemblée générale** : plusieurs mesures de la la loi ELAN concernent les règles de représentation, de vote et de contestation des décisions d'AG
- •La loi complète et modifie les dispositions sur la représentation des copropriétaires en AG :limite pour les délégations de vote portée à 10 % (au lieu de 5% auparavant), personnes pouvant recevoir des mandats, liste des personnes ne pouvant recevoir des mandats complétée
- •Participation à l'AG et vote par correspondance ou visioconférence
- → mesures nécessitant la publication d'un décret* pour définir le contenu du formulaire de vote par correspondance, les conditions d'identification des copropriétaires et modalités de remise au syndic *envisagé mai 2019
- **Art. 212** Simplification pour le vote de travaux d'économie d'énergie : majorité absolue (art.25 de la loi de 1965) sauf si travaux rendus obligatoires

Art. 213

- •réduction du délai de notification du PV d'AG aux copropriétaires opposants ou défaillants : 1 mois après AG (au lieu de 2 mois auparavant)
- recours en justice du syndicat et des copropriétaires : régime des actions personnelles en copropriété unifié sur celui du Code Civil (art. 2224)
- •Art. 214 bail réel solidaire : qui insère l'article L.255-7-1 au CCH pour préciser les règles applicables à la copropriété en cas de signature d'un BRS



Chapitre V : Améliorer le droit des copropriétés (Art. 202 à 216)

Art. 215 Habilitation du gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance attendues au plus tard :

- le 23 novembre 2020 pour codifier les dispositions sur la copropriété
- le 23 novembre 2019 pour améliorer à partir du 1^{er} juin 2020 le fonctionnement du droit de la copropriété.

Pour chacune de ces 2 ordonnances, le projet de ratification doit être déposé au plus tard dans les trois mois qui suivent leur publication

Art. 216 complète le CCH pour :

- préciser le régime des copropriétés avec ensemble de logements objet de BRS auprès d'un même organisme foncier solidaire (art. L.255-7)
- Prévoir un mandat de recouvrement des redevances au profit du syndic (art. L255-8)

Prochains Ateliers en 2019 :

- jeudi 4 juillet (après-midi) à Clermont-Ferrand – date à confirmer

- novembre ou décembre 2019 à Lyon





MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes